

La croissance de l'Afrique subsaharienne reste soutenue, mais la région doit faire face au défi pressant de l'emploi

WASHINGTON, 7 octobre 2025 – L'économie de l'Afrique subsaharienne continue de faire preuve de résilience, avec une croissance qui devrait progresser de 3,5 % en 2024 à 3,8 % cette année. Une accélération qui repose en grande partie sur l'atténuation des pressions inflationnistes et une reprise modeste des investissements malgré une conjoncture économique mondiale toujours incertaine.

Vingt-trois pays enregistraient une inflation à deux chiffres en octobre 2022, contre dix en juillet 2025, signe d'un processus de stabilisation des prix. Les projections de croissance sont néanmoins sujettes à d'importants risques de dégradation : effets indirects des incertitudes entourant les politiques commerciales mondiales, baisse d'intérêt des investisseurs et resserrement de l'offre de financements extérieurs, avec notamment le déclin de l'aide publique au développement. Le service de la dette extérieure a plus que doublé au cours de la dernière décennie, pour atteindre 2 % du PIB en 2024. Le nombre de pays d'Afrique subsaharienne déjà surendettés ou fortement menacés de l'être a presque triplé, passant de huit en 2014 à 23 en 2025, ce qui représente près de la moitié des États de la région.

Le rythme de la croissance reste en outre trop faible pour réduire sensiblement l'extrême pauvreté et pour créer des emplois en nombre suffisant et de qualité pour répondre aux besoins d'une main-d'œuvre en plein essor. L'Afrique connaît en effet une transformation démographique d'une ampleur et d'une vitesse inégalées dans le monde. Pour tirer parti de cet atout, les pays doivent favoriser une accélération de la croissance créatrice de bons emplois, ce qui constitue le thème central de la 32^e édition d'*Africa's Pulse*, — le rapport semestriel de la Banque mondiale consacré à la conjoncture économique régionale —, intitulée *Comment créer des emplois en Afrique*.

*« Au cours des 25 prochaines années, la population en âge de travailler en Afrique subsaharienne comptera plus de 600 millions de personnes supplémentaires, explique **Andrew Dabalen, économiste en chef de la Banque mondiale pour la Région Afrique**. Le défi consistera à accompagner cette croissance démographique par la création d'emplois de meilleure qualité, sachant que seulement 24 % des nouveaux travailleurs obtiennent aujourd'hui un emploi salarié. Et pour créer des emplois salariés à grande échelle, il est essentiel d'opérer un changement structurel en faveur du développement des moyennes et grandes entreprises. »*

Le rapport énonce un ensemble de mesures prioritaires pour aider les pays à impulser cette création massive d'emplois. Tout d'abord, le coût de l'activité économique doit être réduit pour permettre aux entreprises existantes de se développer et à de nouvelles entreprises à forte croissance de s'implanter sur le marché. Ensuite, pour créer un écosystème propice à la réussite des personnes et des entreprises, il est crucial de mettre en place des politiques visant à fournir de meilleures infrastructures (énergie, numérique, transport) et à développer le capital humain et les compétences. Par ailleurs, le renforcement des institutions et de la gouvernance peut assurer la stabilité, réduire la corruption et créer un environnement des affaires prévisible qui attire les investissements du secteur privé.

Enfin, il sera également essentiel de stimuler le développement du secteur privé dans des secteurs tels que l'agroalimentaire, l'industrie minière, le tourisme, les soins de santé, le logement et la construction. Par exemple, chaque emploi créé dans le tourisme en génère 1,5 supplémentaire dans des secteurs connexes. Avec des réformes et des investissements appropriés, l'Afrique subsaharienne peut libérer tout son potentiel de création d'emplois et s'engager sur la voie d'une croissance inclusive et durable.

Contacts :

À *Washington* : Daniella van Leggelo-Padilla, +1 (202) 473-4989, dvanleggelo@worldbank.org ou Aby Toure, +1 (202) 891-9414, akonate@worldbank.org

Communiqué de presse

2025/105/AFR